

HUBERT VEDRINE

Ancien ministre des Affaires étrangères, France

Richard BURT

Enfin, nous allons parler de l'Europe, où l'on peut dire que l'avis sur la présidence Trump n'est pas le même. Nous allons examiner le phénomène Trump avec les représentants de deux pays européens qui, eux-mêmes, suivent un cap radicalement différent. Tout d'abord, je tiens à saluer Hubert Védrine, qui, lorsque je travaillais au gouvernement, était réputé à Washington pour résoudre les problèmes de façon intelligente et très créative. Il a ensuite été un éminent ministre français des Affaires étrangères. Naturellement, nous avons assisté, en Europe et en France, à l'émergence de ce que l'on pourrait appeler la menace populiste. En ce qui concerne la France, ce problème a apparemment été contenu, en témoigne l'élection du président Macron. Aussi, ma question à Monsieur le ministre Hubert Védrine est la suivante : comment une Europe en pleine évolution traite-t-elle avec une Amérique populiste sous Donald Trump ?

Hubert VEDRINE

Durant les deux années avant l'élection présidentielle en France, tous les sondages laissaient prévoir que Marine Le Pen, donc le Front national, serait au second tour et les mêmes sondages montraient qu'elle serait battue, quel que soit le candidat en face. La bataille présidentielle française se jouait donc au premier tour : qui serait face à elle gagnerait. Heureusement pour la France, ça a été Emmanuel Macron et nous n'avons pas été confrontés au choix impossible entre Madame Le Pen et Monsieur Mélenchon. Après, la personnalité d'Emmanuel Macron a créé en plus un choc positif. Il y a un « effet » Macron, mais ce n'est pas le sujet principal d'aujourd'hui.

Aux États-Unis, l'élection de Trump n'a toujours pas été comprise par les démocrates. C'est le cas aussi des forces de gauche et des forces progressistes en général, toujours sidérées. Beaucoup d'entre elles étaient arrivées à la conclusion qu'on ne pouvait plus convaincre les classes populaires et moyennes, réticentes ou hostiles par rapport à la mondialisation (et par rapport à l'intégration européenne), et qu'il fallait donc jouer à *la place* la carte de l'électorat féminin et des minorités. Les démocrates, notamment, ont joué cette carte ethnique, sexuelle, etc. Cette stratégie a échoué. Cela a été un choc et a entraîné une perturbation intellectuelle très profonde, dont les démocrates américains et l'ensemble des courants progressistes ne sont pas sortis.

Deuxième remarque. Vis-à-vis de Trump, le monde se répartit entre quelques responsables qui sont très contents de Trump, à commencer par B. Netanyahu, mais aussi le prince héritier d'Arabie. Les Pasdaran, en Iran, espèrent que Monsieur Trump va détruire l'accord sur le nucléaire iranien car en effet, ils détestaient la stratégie d'Obama qui conduisait à leur marginalisation. Il y a donc quelques pays, peu nombreux, qui se réjouissent de voir Trump à la Maison Blanche. Après, il y a ceux qui en profitent indirectement, à commencer par la Chine. Ce n'est pas un paradoxe : elle profite des erreurs de Trump en Asie et essaye de les capitaliser. Ensuite, il y a les pays qui sont directement menacés par la politique de Trump : le Mexique, le Canada (il veut casser l'ALENA), le Président Rohani, évidemment les Palestiniens, et d'autres encore, notamment tous ceux qui sont attachés au cadre de l'OMC. Après, tous les pays plus ou moins protégés par les États-Unis depuis l'après-guerre : ceux-là s'interrogent. C'est le cas du Japon, de la Corée du Sud, de Taiwan, de l'Australie, et bien sûr c'est le cas des Européens, angoissés par la désinvolture de Trump à propos de l'article 5 de l'OTAN, vital pour eux. Cela n'a pas provoqué pour le moment de réaction organisée des Européens, mais il y a une inquiétude diffuse. L'ensemble des autres pays, notamment la Russie, attend. Ils ne savent pas très bien comment cela va tourner. Ils essaient de s'accommoder du phénomène, avec des attitudes diverses. En Europe par exemple, il y a une différence d'attitude, sans doute tactique, entre Emmanuel Macron, qui a essayé de nouer une sorte de relation personnelle paradoxale avec le Président Trump, peut-être pour amortir le choc, et la tactique de Madame Merkel agacée par Trump, qui est différente.

Cela m'amène aux scénarios concernant l'avenir du président Trump. 1) Il y a d'abord celui de l'implosion. Le système est tellement ubuesque, absurde, que cela explose en vol. On ne peut pas miser dessus (Je laisse de côté le débat sur la folie de Trump). 2) Il y a le scénario de l'*impeachment*. Il est peu probable, parce qu'au-delà de motifs valables, il faudrait que les électeurs de Trump, puis les élus républicains lâchent le Président. Or, ces derniers ne le lâcheront pas tant que l'électorat de base le soutiendra. Or, cet électorat est enchanté par ses provocations et, pour le moment, n'attend pas de résultat concret particulier, que ce bras de fer avec le monde. Je ne dis pas que l'*impeachment* est impossible, mais il me paraît très improbable. 3) Autre scénario qui me paraît également improbable, c'est celui où le Président se « professionnalise ». Tout ce qu'on sait sur lui rend cette hypothèse peu crédible. D'ailleurs, ce n'est pas son objectif. Il avait été honnête sur un point dans sa campagne, il a dit : « Je serai imprévisible ». C'est une promesse qui est tenue sauf qu'il est prévisible sur un point : satisfaire la base. 4) Le scénario suivant est la poursuite de la situation telle qu'elle est, confuse, chaotique, mais sans crise aiguë. 5) Enfin, je n'écarte même pas au jour d'aujourd'hui le scénario de la réélection, si, du côté démocrate, ils n'arrivent pas à dépasser le dilemme minorités-majorité, et qu'ils ne trouvent pas assez tôt avant l'élection un candidat capable de faire la synthèse.

Aucun de ces scénarios n'est rassurant pour tous ceux qui s'étaient habitués – peut-être trop – à voir les États-Unis comme le point de repère, même quand ils avaient avec eux des désaccords ou des controverses. C'est déstabilisant.

Que faire ? Je ne parle pas des pays adversaires. Je parle des pays amis, alliés, partenaires, etc. Que faire ? A mon avis, c'est Madame Merkel qui a dit la chose la plus forte. Richard Burt, qui a été ambassadeur en Allemagne, connaît très bien tout cela. Après avoir rencontré le président Trump en juillet, Madame Merkel a dit : « On ne peut plus vraiment compter sur eux, compter sur lui, nous devons donc nous organiser mieux par nous-mêmes ». « Nous-mêmes », là, ça veut dire les Européens. Même si les Japonais pourraient avoir le même type de raisonnement.

Il y aura un test de cela, dans peu de temps : c'est l'accord avec l'Iran. Le monde entier a très bien réagi à propos de l'accord sur le climat, en disant : Monsieur Trump peut faire ce qu'il veut ; nous, on continue. Et « nous », c'est le monde entier, y compris et d'abord les entreprises et la finance américaines. L'accord avec l'Iran, c'est plus compliqué. Est-ce que les autres cosignataires, Grande-Bretagne, Allemagne, France, Chine, Russie pourront continuer à appliquer l'accord même si les États-Unis veulent le faire disparaître (tant que les Iraniens le respectent bien sûr) et l'appliquer financièrement, en se protégeant des représailles américaines (unilatérales et scandaleuses, mais c'est un autre sujet) ? C'est un point clé pour la suite de la Présidence Trump et de ses rapports avec le reste du monde, et une épreuve de vérité pour les autres cosignataires.

Dernier point : je ne pense pas que Trump soit simplement une parenthèse. Je ne crois pas que, après lui, on retrouvera un Président rationnel, « normal » et qu'on verra redémarrer les relations entre les États-Unis et le reste du monde, comme avant. Il y a quelque chose qui avait déjà commencé sous Obama, qui était une relative distanciation des États-Unis de leur rôle missionnaire par rapport au reste du monde. C'est très déconcertant de comparer, parce qu'Obama était intelligent, séduisant, sophistiqué, etc. et que Trump est brutal et vulgaire, mais il y a quelques éléments de continuité qui confirment l'installation des États-Unis dans une sorte de leadership relatif ou limité aux intérêts américains directs. Tous ceux qui, depuis plus d'un demi-siècle, ont travaillé étroitement avec les États-Unis ou dépendu d'eux ne doivent donc pas envisager l'avenir avec nostalgie, ni espérer un retour à « la normale », à la prochaine élection ou à la suivante.

Concernant la Corée, je citerai seulement Madeleine Albright, que j'ai revue récemment – nous sommes restés en relations amicales – elle m'a dit : « En tant que démocrate américaine, je suis extrêmement perturbée, parce que pour la première fois de ma vie, je souhaite que les généraux soient le plus forts possible ».

Richard BURT

J'ai trouvé cet exposé particulièrement intéressant à deux égards. Je suis tout à fait d'accord avec le ministre à propos de l'élément iranien, et je commenterai uniquement sur ce point. La façon dont le président Trump a décidé de gérer l'accord nucléaire iranien en en chargeant essentiellement le Congrès américain et de ne pas détruire un accord dont il dit qu'il est le pire jamais négocié – un jour il s'agit de l'ALENA, le lendemain de l'accord iranien –, me fait penser qu'avec Donald Trump, chien qui aboie ne mord pas. Ensuite, les dernières remarques du ministre concernant l'avenir



de la politique américaine sont très importantes. Je ne serais pas surpris si Barack Obama était le dernier homme politique professionnel que nous ayons vu dans l'histoire américaine récente. Nos deux partis, lors des prochaines élections présidentielles, choisiront comme candidat soit un homme ou une femme d'affaires charismatique ou un acteur d'Hollywood. Si vous voulez savoir qui commence à se frayer un chemin dans le paysage politique américain, surveillez ces deux catégories de personnalités. Il se pourrait bien que nous assistions à la fin des politiques professionnels tels que nous les connaissons dans la vie américaine.